RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — CIRCONSCRIPTION D'ÉPINAL — DÉPARTEMENT DES VOSGES

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES, ELECTEURS,

10 millions de travailleurs manuels et intellectuels, dont plus de 50.000 Vosgiens, en lutte ont condamné 10 années de gestion Gaulliste.

Pendant 10 ans, de Gaulle et son Gouvernement ont disposé de tous les pouvoirs et du soutien inconditionnel d'une majorité parlementaire à laquelle appartient M. HOFFER, pour mener à bien leur politique.

Pendant 10 ans, ils ont refusé de satisfaire les légitimes revendications des masses laborieuses des villes et des campagnes. Leur politique autoritaire tout orientée en fonction des intérêts des grosses sociétés capitalistes, se solde par un véritable bilan de faillite dans tous les domaines.

C'est dans cette situation que résident les véritables raisons de la crise.

Le fauteur de désordre c'est le Gouvernement qui a mis une lenteur intolérable à négocier les revendications légitimes des travailleurs. *Seuls, le calme, la dignité, la résolution, la vigilance des travailleurs soutenus par le Parti Communiste ont empêché l'irréparable.*

En dénonçant les provocations et les violences des groupes "gauchistes" en même temps que celles organisées par la police, les Communistes ont évité de grands malheurs à notre pays; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les Communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du Socialisme et le drapeau tricolore de la Grande Révolution Française, le drapeau de la Nation.

LE PUISSANT MOUVEMENT DE LUTTE DES SALARIÉS A CONTRAINT LE POUVOIR ET LE PATRONAT AU RECUL. Il a permis d'arracher d'importantes revendications et imposé la dissolution de l'Assemblée Nationale dominée par une majorité U.N.R.

Mais déjà, le pouvoir et le patronat remettent en cause les avantages obtenus. Il faut, pour conserver l'acquis, promouvoir l'avènement d'un gouvernement qui :

- réduira les dépenses improductives et abandonnera la construction de la force de frappe ;
- nationalisera les grands monopoles afin de mettre l'économie du pays au service du peuple ;
- supprimera les privilèges fiscaux des gros capitalistes, imposera le capital et réalisera une réforme démocratique de la fiscalité ;
- ouvrira à la jeunesse de larges perspectives d'avenir et donnera à chaque Citoyen les possibilités d'une fructueuse participation aux affaires de notre pays.

Le problème de la relève Démocratique du Gaullisme est donc posé au travers de cette consultation qui doit permettre de désigner une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

Les Electrices et les Electeurs donneront ainsi une suite logique à leur lutte revendicative, qui permettra d'obtenir la satisfaction des revendications jusqu'ici refusées par le patronat et l'Etat telles : l'échelle mobile des salaires, l'abrogation des ordonnances portant atteinte à la Sécurité Sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F., une véritable refonte de l'Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, etc...

Le Parti Communiste s'est toujours prononcé pour une véritable Démocratie et un Gouvernement Populaire et d'Union Démocratique de toute la Gauche unie sur la base d'un programme commun de gouvernement au contenu économique et social de progrès.

Il ne dépend pas de lui que ce programme de la gauche ne soit pas encore complètement conclu. Mais les accords déjà signés avec la F.G.D.S. préparent la seule alternative démocratique possible actuellement au pouvoir personnel, conforme aux intérêts des populations laborieuses et de la Nation.

Le Parti Communiste rejette toute tentative d'une troisième force.

Il n'y a pas de majorité de gauche en France sans le Parti Communiste Français. Il n'y a pas de troisième voie.

Le 5 MARS 1967, dans ma circulaire électorale avec mon camarade André FACCINI, Maire d'IGNEY, nous vous demandions d'approuver le programme suivant :

- augmentation générale des salaires avec minimum de 600 Frs par mois ; retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ; suppression des zones de salaires ; une juste rémunération des produits agricoles ; la défense de la petite et moyenne exploitation familiale ; des petits et moyens commerçants et artisans ; une réforme démocratique de la fiscalité ; construction de logements à loyers modérés ; augmentation des prestations familiales ; 25 % du budget à l'Education Nationale ; satisfaction des revendications des Anciens Combattants ; abattement de 500.000 A.F. pour le calcul de l'impôt sur le revenu, etc...

Nous vous proposions en outre l'implantation d'industries exploitant les richesses naturelles de notre région : pâte à papier, cellulose, bois reconstitués, grès, granit, eaux minérales. Nous proposions l'utilisation rationnelle des sites vosgiens l'amélioration de l'infrastructure des transports. Pour réaliser ce programme, nous vous demandions de vous prononcer pour une majorité de gauche et cela en votant COMMUNISTE.

Aujourd'hui, ces idées restent valables pour l'essentiel.

L'évolution des sciences et des techniques rend indispensable une participation de tous les citoyens à la vie politique, économique, culturelle du pays. Mais 10 ans de gaullisme ont suffi pour démontrer que ce régime était incapable de l'assurer et de promouvoir la mutation économique nécessaire sans léser les conditions de vie et de travail des masses laborieuses.

De Gaulle fait de nouvelles promesses. De nouveau, il sollicite la confiance du peuple en invoquant une fois de plus la vieille thèse de l'association capital-travail, rebaptisée "participation".

En concentrant ses coups contre le Parti Communiste Français, de Gaulle le désigne comme le défenseur le plus ardent des intérêts des travailleurs, l'adversaire le plus résolu de son régime qu'il combat depuis 1958, le meilleur artisan de l'union des forces ouvrières et démocratiques.

Le Parti Communiste vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces de gauche, de Paix au Vietnam, de coopération entre tous les peuples, de progrès social.

EN VOTANT MASSIVEMENT, DÈS LE PREMIER TOUR, POUR SES CANDIDATS.

- POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS
- POUR UNE POLITIQUE DE PROGRÈS SOCIAL ;
- POUR LA DÉMOCRATIE ET POUR LE SOCIALISME ;
- POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET LA PAIX ;

VOTEZ ET FAITES VOTER :



René LIEGEAS

45 ans

Ancien Résistant — Ancien de la 2e D.B.

Croix de Guerre avec Etoile d'Argent — Médaille Coloniale

Remplaçant éventuel :



André FACCINI

Maire d'Igney

VU : *Les Candidats*

G. FEUILLARD - CHARMES